

## «Anti.Mythes» a reçu...

### ... une lettre anarchiste en provenance du père Cuteur!!!

le 27 floréal de l'an 230,

Cher Anti.mythes, chers amis,

Voilà le bilan que je tire des élections présidentielles... et, au-delà, du partage du fromage législatif en cours!

\*\*\*\*\*

Ainsi le «Peuple» a donné son verdict: Macaron rempile pour cinq années, deuxième et dernier bail, à moins qu'un «Deux-décembre» ne le porte «Président-à-vie», «Imperator», ... Va savoir!!!

Mais au fait, qu'est-ce que le «Peuple»?

Étymologiquement, ce vocable vient de: «plèbe», ou: «population de basse-condition». C'est le «petit-peuple», celui qui trime, par opposition à celui qui palpe: l'«Élite».

Cette acception était celle qu'utilisait en permanence Proudhon, qui n'avait de cesse d'instruire cette partie de la population sur la philosophie de sa misère, et les moyens de s'en émanciper. C'était le temps du suffrage censitaire, le temps ou l'«Élite», - «population de choix», - ne se confondaient pas dans une même Assemblée avec le ... «peuple».

Par le suffrage «universel», il est devenu l'ensemble de la population remplissant des conditions déterminées: nationalité, âge, inscription...

Aussi les membres des classes nanties de la possession du Capital, ou de l'exercice du Pouvoir, sont-ils mélangés à ce «petit-peuple» dans cet épiphénomène politique dont le but est de définir qui continuera d'appartenir, ou qui accèdera, à la «Classe politique», et bénéficiera des prébendes de l'État.

Dans sa grande largesse, l'«Élite» admet que certaines individualités issues des basses-classes accèdent, sans trop d'ambition toutefois, au fromage législatif de l'«Aquarium». Ils y apprennent rapidement à nager comme poisson-en-eau-trouble, et à se plier sans défaut à la règle du: «premier-servi, mieux-servi»; et cette façon de se plier ne laisse pas de traces physiologiques graves à l'organisme humain, on le constate tous les jours.

Dans ce «jeu», le «petit-peuple» reste la «populace» appelée à applaudir ou huer les artistes du cirque électoral. Quel avenir!

\*\*\*\*\*

Parmi la population de la «République française», il existe quantité d'exclus de l'usage du droit de vote à ce niveau (présidentiel et législatif): les étrangers-résidents (et le plus souvent travaillant); et ceux qui s'en auto-excluent par absence d'inscription sur les listes électorales. Aussi

les «inscrits» ne représentent-ils grosso-modo que 80% de la population remplissant la seule condition d'âge, mais pas celles de nationalité ou d'inscription.

Nonobstant ces réalités, le nombre des inscrits a augmenté, entre 2017 et 2022, de 1.166.758 unités, mais le nombre de ceux qui se sont déplacés a diminué de 1.079.839 unités, - un sacré succès pour tous ceux qui ont fait campagne contre l'abstention: les défenseurs imputrescibles de l'État.

Le nombre de suffrages exprimés n'a cependant diminué que de 925.866 unités, les «blancs et nuls» ayant tous deux diminué.

Il faut souligner que l'État avait placé dans ce jeu ses douze meilleurs apôtres. Que tous les Dieux en soient remerciés! La farce de leur adoubement ne fut-elle pas le premier acte de la scène électorale?

Mais ça n'a pas suffit!

\*\*\*\*\*

Ces douze adoubés sont classés en trois «conglomérats» politiques:

1- un conglomérat «à droite, au centre-droit et au centre-gauche»; on y trouvait en 2017: Macron, Fillon et Lassalle; on y trouva cette fois-ci: Macron, Péresse et Lassalle; on le dira le conglomérat «bleu».

2- un conglomérat «à l'extrême-droite-mais-faut-pas-le-dire»; on y trouvait en 2017: Le Pen, Dupont-Aignan, Cheminade et Asselineau; on y trouva cette année: Le Pen, Dupont-Aignan et Zemmour; on le dira «conglomérat brun».

3- un conglomérat que l'on dira «rouge-rose-vert»; on y trouvait Mélenchon, Hamon, Poutou et Arthaud en 2017; on y trouva hier: Mélenchon, Jadot, Hidalgo, Roussel, Poutou et Arthaud.

Il faut bien reconnaître que celui des inscrits qui n'y trouvait pas son «apôtre» était: soit un partisan du vote des animaux (par procuration bien sûr!), soit un réfractaire à la plaisanterie institutionnelle!

\*\*\*\*\*

Le bloc «bleu», 12.563.446 suffrages, recueillit cette fois 3.743.042 voix de moins qu'en 2017. Avec quelques particularités notables:

Macron engrangea 1.125.732 voix de plus; Péresse 5.534.796 voix de moins que Fillon; et Lassalle 666.022 voix de plus qu'il y a cinq ans.

Si Macron bénéficia de l'attrait sur sa personne des as-

pirants aux prébendes de l'«État-installé», Péresse subit, elle, la trahison du courant sarthois de son parti, qui préférerait accompagner Macron; et celle du courant chiotto-wauquien qui ne voulait pas rater l'éventuel État lepéno-zimmourien; bien peu paraissent sur le retour de l'«État post-gaullien».

Quand à Lassalle, il bénéficia de ce vote des ruraux qui se reconnaissent entre-eux!

Au sein du bloc «brun», 11.344.230 voix, - soit 1.571.365 suffrages de plus qu'il y a cinq ans, - Le Pen en recueillit 454.335 de plus, Dupont-Aignan 970.010 de moins, tandis que les reconquérants-zimmouriens en recueillaient 2.485.226, ce qui, compte-tenu de la «notoriété» de tous les fugitifs bruns ou bleus du moment ne constituait que le tiers de leurs ambitions.

Le bloc «rouge-rose-vert», 11.225.271 voix, progresse de 1.245.811 unités. Pour sa part Mélenchon progresse de 651.635 voix; Hidalgo recule de 1.675.087 voix par rapport à Hamon; Poutou perd 125.678 voix et Arthaud 35.334.

Le vert Jadot avec ses 1.627.853 suffrages ne représente que 14,5% de ce bloc, ce qui ne le place pas en position de force; quant à Cadet-Roussel, ses 802.422 voix ne vont pas améliorer les finances de son parti.

Avant de conclure sur les résultats chiffrés, il est loyal de noter: qu'au nombre des suffrages perdus par les «bleus», correspondent les nombres de suffrages gagnés par les «bruns» et les «rouge-rose-vert».

Un «rélecteur» fait-il autre chose que changer de «bloc» dans ses votes, ou à l'intérieur des «blocs»?

Les discussions nationales que toutes les chaînes de télévision relatent sans cesse ne sont pas le reflet des campagnes et conciliabules politiques au plus bas-niveau, y compris dans les arrière-cours familiales: les votes changent selon l'influence que quelque détenteur «d'Influence» ou de «Pouvoir» (un militant réel ou qui s'ignore!) exerce sur son entourage. Il n'y a là que peu de réflexion sociale, juste un zeste de «politique», beaucoup d'esbroufe, beaucoup de rancœur, c'est-à-dire beaucoup d'espoir religieux en une «Providences» qui ne vient jamais!!!

Pour eux, l'avenir est mort!

Pour conclure sur les résultats chiffrés, il est nécessaire de rappeler le nombre d'abstentions: 12.824.169. Plus que n'importe quel «bloc»! Sans aucun appel, aucune campagne, mais pas sans stigmatisation... de la part de tous les «blocs».

\*\*\*\*\*

Ayant passé toute la durée des élections dans un autre pays, j'ai été frappé par une réflexion peu amène: «Si la démocratie ne mène à rien, pourquoi ne pas essayer la dictature?», cela dans le but de légitimer un: «choix populaire», pour un régime autoritaire quelconque, cette réflexion valant tant pour l'«Ouest» que pour l'«Est». Dans un des derniers pays européen (de l'ouest) sorti de la dictature un

jour d'avril, j'en fus d'abord étonné; mais, réflexion rapide faite, ce raisonnement me sembla totalement déplacé.

En effet, on se doit d'abord de se demander s'il s'agit d'un choix du «Peuple», ou d'un choix de l'«Élite»?

Dans la mesure où l'«Élite» se retire du choix «démocratique», elle continue de «voter»... et de «faire voter»: le choix d'une solution aux extrêmes nécessite d'y entraîner le «Peuple». Ce qui n'est ni simple, ni rapide, ni sans risque de «retournement», mais: «ça peut marcher!».

Est-il envisageable que le «Peuple» décidât d'un «programme» annonçant: «Dès que nous aurons “gagné”, nous supprimeront ceux qui... nous a fait gagné!»?

Le «Peuple», non! Mais l'«Élite»: oui!

Or, ce qui progresse le plus, et partout, c'est l'abstention; et l'abstention ne favorise pas les partisans de régimes autoritaires: il en existe suffisamment dans le bloc «bleu», même s'ils ne s'en formalisent pas encore.

Le sentiment des abstentionnistes est plutôt: «La course politique assurent le bien-être des vainqueurs quelque soit le niveau de l'élection, ... et plus c'est haut, mieux c'est! Pour s'assurer la réélection, ils n'ont pas besoin de faire autre chose que de flatter l'électorat, peu importe le programme, et peu importe qu'il soit peu ou prou appliqué!». Et parmi les abstentionnistes, n'y en a-t-il pas qui le font selon le principe: «Occupons-nous de nos propres affaires, nous mêmes!», voire y ajoutant: «Associations-nous pour nos intérêts communs, fédérons nos associations pour agir de concert, jusqu'à organiser sur d'autres bases l'ensemble de la société! Et laissons toute liberté aux individus pour ce qui ne concerne qu'eux-mêmes!»...

On peut rêver, et parfois ça fait du bien!

S'il y a des «votants» qui se dirigent vers des candidats autoritaires aujourd'hui, demandons-nous d'abord si est-ce bien la première fois que cela se produit, en France ou ailleurs, avec cette ampleur?

Pour ne pas nous éparpiller dans d'autres situations nationales, restons sur les questions françaises.

Depuis la deuxième guerre mondiale, il me semble que, par deux fois, des partis ouvertement favorables à une dictature économique et politique atteignent le quart de l'électorat: la première fois, ce fut dès la «Libération», avec le «Parti communiste français». Celui-ci fut «contraint», après avoir défendu le «Pacte germano-soviétique», de se rallier au programme social de la «Résistance»! Il le mis en place d'abord pour satisfaire les vœux du «Tsar-rouge-de-fer» qui soutenait De Gaulle, parce que, à ce moment-là, ça l'arrangeait; et, plus tard, pour mieux réécrire l'«Histoire».

Pour le bien-être perpétuel de la bourgeoisie française, il tenta d'imposer la fin de la liberté d'action syndicale, ce qui, du point-de-vue de l'«Émancipation sociale», n'est pas la moindre des choses.

La résistance à ses «pratiques» ne put être l'œuvre des sociaux-démocrates qui, eux, avaient écrit le programme social de la «Résistance»; ils étaient trop préoccupés par l'occupation des postes électifs, législatifs, administratifs

et tutti-quant, que l'État leur offrait...

Elle fut l'œuvre des syndicalistes qui, selon les principes du syndicalisme ouvrier en France depuis l'origine, malgré la dureté de l'époque et la rigueur du temps, fondèrent la Confédération générale du Travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.). Honneur soit rendu à Robert Bothereau qui illustra ce combat, et avec lequel, malgré des différences de vues syndicalistes, les différents courants de l'Organisation ouvrière se retrouvèrent!

Pendant ce temps, les sociaux-démocrates communiaient de moult hosties et vins-de-messe avec la démocratie-chrétienne, en savourant le nectar juvénile de la future «Union européenne»; tandis que les communistes, staliniens et trotskiens confondus, communiaient de moult nouveaux États populaires, socialistes, ouvriers... et, dans une C.G.T. inféodée à l'Ordre nouveau marxiste-léniniste, trinquaient à la liquidation de la «Charte-d'Amiens».

Ainsi, les communistes eurent-ils, par la grâce de la bourgeoisie française, collaborationniste ou non, et par l'entremise de leurs maîtres au Kremlin, le loisir, une fois leur œuvre accompli, de se transposer... en dame-patronnes de la misère des cités ouvrières... jusqu'à ce que le régime moscovite s'écroula! Soit, tout-de-même, cinquante ans d'une rente assurée par la bienveillance de Dieu et de l'État lui-même!!!

Ce n'est qu'après l'«effondrement» moscovite que la voie fut ouverte au remplacement des fascistes-rouges par ceux d'une autre couleur.

Déjà les fascistes-verts commençaient à montrer leur nez! Le temps avait fait oublié leur ralliement au national-socialisme allemand dans tout ses travers.

L'entremise d'un décoré de la «Francisque» favorisa nettement les reliquats de l'État français de Vichy et de l'Algérie-française! Voilà Le Pen et son «Front national» qui prennent la place électorale du P.C.F. et, progressivement, de toutes les œuvres patronnes qui permettent de durer dans l'implantation électorale.

Pensez-vous que d'autres partis politiques eussent-été capables de contrer l'ascension de l'une ou de l'autre de ces versions totalitaires extrêmes de l'État.

Ni du côté «bleu», ni du côté «rose», vous ne trouvez plus depuis longtemps l'énergie, la capacité ou le souhait de s'opposer à la montée en puissance électorale de l'une ou l'autre des versions totalitaires de l'État. Ils ont tellement usé de la «démocratie» (\*) qu'ils ont été bouffés dans leur propre gamelle par les partisans des totalitarismes.

Dans mes pérégrinations lusitaniennes de printemps, je fus amené à côtoyer des réfugiés temporaires en provenance d'Ukraine. Leur préoccupation étaient les élections présidentielles françaises et brésiliennes.

Ce qu'ils craignaient, côté français, était l'élection ou Le Pen ou de Mélenchon; et du côté brésilien, celle de Lula. Si vous ne savez pas pourquoi, reprenez les déclarations des

(\*) Dans un parti politique cette notion est une fiction pire que la réintroduction des tyrannosaures dans nos campuches: un «Parti» appartient à son «État-major»; il faut un «coup-d'État» pour renverser l'«État-major», sinon, c'est l'«État-major» qui renverse le «Parti».

trotskistes d'ici et d'ailleurs, ainsi que celles de ceux qu'ils encouragent par «mimétisme entristé»: le discours national-ouvriériste qu'ils développent les conduit aujourd'hui dans la dénonciation de l'agression de l'Ukraine contre «Toutes-les-Russies»!

Vous comprendrez comment on peut être autant attachés à l'œuvre meurtrière du «Génie de l'Armée-rouge» en Ukraine... il y a un siècle!

Pour conclure après ces digressions: un totalitarisme ne prend de place électorale que quand ceux qui l'occupent encore veulent bien lui en laisser!!! Mais attention, ça peut déborder, déraiser... et nous ne sommes pas à l'abri de «coups-d'État»! Je parierai a priori plutôt sur un «Deux-décembre» parlementaire, mais je ne suis pas sûr que ce soit encore dans les capacités macaroniennes!!!

Les «totalitaires» par contre, pour réussir, nécessitent l'intervention directe du Capital, et des services d'ordre de l'État au plus haut niveau. A priori, à part un «G<sup>at</sup> Le-Jolis-de-Villiers-de-Saintignon», aucun n'a encore ouvertement envisagé cette option.

\*\*\*\*\*

Avant d'aborder les résultats du second tour, il est nécessaire de parler des partis politiques et du débat entre les deux finalistes de la course à la gamelle présidentielle.

Partez de l'extrême-droite et allez à l'extrême-gauche (en passant par l'extrême-centre comment nous aimons à dire!), et que voyez-vous donc?

Le «Rassemblement national» a été pompé par la «Reconquête!» zimmourienne; «Debout-la-France!» est à genoux depuis longtemps; «Reconquête!» semble bien une aventure aventureuse sans lendemain.

«L.R.E.M.» (un parti sans carte!) et son extension «Renaissance!» ne sont que des conglomerats de recyclés d'État de tous «Horizons», une agglomération de bouffeurs-de-galettes sans partisans autres que d'autres bouffeurs-de-galettes.

«L.R.» était truffé de partisans de la Zimourie-reconquérant d'un côté, de la Sarkozy-macaronienne de l'autre. Il ne reste plus rien!

«L.F.I.» est une aventure politique réussie, à condition que personne ne vienne la contester en intérieur. Que dis-je, il n'y a pas de carte non plus dans ce parti! Qui pourrait donc contester l'autorité du «Directeur» et son «Directoire»?

«Les-Verts» n'ont jamais existé que par la grâce de Dieu et de l'État, mais même s'ils n'existent qu'entre-eux, hors de la société des humains, il n'est pas sûr que celle des animaux les admette!...

Tous les autres groupements ont tellement disparus qu'il est inutile, voir néfaste d'en parler!!!

Voilà dans quelles conditions eut lieu le «débat» entre les deux aspirants ultimes à la gamelle présidentielle.

\*\*\*\*\*

De ce débat, je dirai deux choses:

1- Macaron fut impérialement «pédagogue», tandis que Le Paon fut «invectiviste»; personne ne se refait!

2- Macaron défendit une option économique «libérale combative», tandis que Le Paon se fit la chantré de l'auto-ritarisme le plus avancé.

Le point crucial, selon moi, du débat, fut la question des «revenus salariaux» ou «sociaux». Macaron défendait à la fois une négociation salariale «libre» et une mise en cause des retraites et autres conditions ouvrières, tandis que Le Paon défendait «sa» décision de fixer à «sa» guise les conditions salariales et sociales de l'ensemble des revenus.

Devant la remarque du Macaron que ce qu'elle proposait n'était ni plus ni moins que le «tout-État» intervenant «partout et tout le temps», Le Paon se fit plus vindicative encore, expliquant que c'était ce que souhaitait les Français, de sa droite, et de sa gauche.

Aucune publication ne s'attarda sur l'option dictatorial que proposait Le Paon. Le Macaron se contentait de sa «libéralité» convaincante. Le Merluchon se taisait, pensant que le troisième tour électoral, les législatives, allait, sur ce terrain, le favoriser, plus que Le Paon.

\*\*\*\*\*

Voyons donc ce qu'il en fut du second tour de la présidentielle. Les deux finalistes pensent toujours récupérer les suffrages qui se sont portés sur celui qui ne peut institutionnellement se maintenir: ici le Merluchon-nageant-en-eaux-troubles.

Le problème pour Le Paon était d'attirer les gens de «gôche» qui devaient voir qu'elle répondait à leur souhait, tandis que le Macaron voulait montrer aux mêmes qu'il défendait leur liberté!

Entre les deux tours, les inscrits n'augmentèrent que de 4.463 unités. Les votants diminuèrent de plus de 827.229 unités. Les exprimés diminuèrent de 3.075.600 de voix.

Macaron gagna d'un tour à l'autre 6.205.193 voix, par rapport au bloc «bleu». Le Paon seulement 1.944.456 par rapport au bloc «brun».

Simultanément l'abstention augmentait de 831.692 unités, et les votes «blancs ou nuls» de 2.248.393 unités.

Ce que les «votants» font dans l'isoloir n'a aucune importance a priori, cependant il faut constater que:

1- le bloc «bleu» a certainement gagné des suffrages, venant du bloc «rouge-rose-vert»!

2- le bloc «brun» a gagné des suffrages venant aussi du bloc «rouge-rose-vert», mais en moindre!

3- même chez les votants, se déterminer pour le second tour n'est plus une obligation dite «républicaine»!

C'est maintenant que les choses vont se gâter: la galette présidentielle est attribuée, les bouffe-galettes vont se ruer sur «l'Acquarium national», ce qui complique le problème!

\*\*\*\*\*

En effet, le nombre de voix obtenues dans le cadre des élections législatives est déterminant pour le fonctionnement de chaque parti, car c'est de lui que dépend le financement de leurs partis par l'État!!! Ainsi est la loi!

Ce que nous venons de voir ces jours-ci aurait pu être annoncé sans ambages!

Dans le bloc «bleu», Macaron chaperonne simultanément la formation de «son» gouvernement, - quelque soit le nouveau «Premier ministre», il n'aura rien à faire en ce domaine; - et s'assure de la loyauté et de la fiabilité de tous les candidats «renaissants»: il ne reste plus en suspend que celle de l'ancienne cartomancienne, députée sortante de la La Baule, escroqueuse de sa propre attachée parlementaire non-qualifiée...

Les «L.R.» tentent une dernière opération de sauvetage, après que les plus «macaroniens» se seront sans doute dévoilés... Quant aux «chiotto-wauquéziens», les passerelles sont politiquement fermées du côté des blaireaux zimmou-riens!!!

Dans le bloc «brun», Le Paon désigne partout des affidés de quatrième époque, - ceux de la première sont morts, - ceux de la deuxième sont impotents, - ceux de la troisième ont pour la plupart trahi en partant chez Zemmour, - les derniers n'ont qu'à bien se tenir... la caisse est sous contrôle!!! Les «reconquérants», tenteront quelques circonscription... et encore!!!

Côté «rouge-rose-vert», les carottes prennent la couleur que le Directoire merluchonien décidera: - tant de rouges, - tant de roses, - tant de vertes!!!

L'entente nup'siale n'est pas une alliance électorale, c'est une entente financière pré-électorale, ce qui signifie que chaque parti doit se démerder avec les circonscriptions qui lui sont attribuées: qu'ils gagnent ou qu'ils perdent, ils se démerderont avec leurs frais de campagne, leurs financements de parti, leurs galettes parlementaires... Sans aucun doute il y aura des cas de friction! Comment peut-il en être autrement quand, lui-même, Merluchon, met dans le circuit politico-financier ses anciens co-partisans, des «ouvriers indépendants» qui ont perdu il y a quelques années leur financement par l'État algérien de Bouteflika et de sa «chère sœur» Hanoune... deux victimes du Hirak algérien!!!

Les élucubrations pré-électorales du Merluchon, de ses «sbires» et autres «acolytes», n'ont que peu d'effet sur la mobilisation de campagne législative, à cette étape, pas plus que celles d'aucun autre «parti».

Il y a cependant un domaine où se manifesteront leur hostilité réciproque et conjointe à l'Émancipation:

- Celle qui consiste à empêcher toute mobilisation économique indépendante des classes du «petit-peuple», via leurs seules organisations économiques: leurs Syndicats!

Le «Peuple» n'en a pas fini des «Élites», de son «Capital», et de ses «prébendes d'État».

\*\*\*\*\*